

Freins au développement de la ville de Kamina et ses environs : enjeux structurels, socioculturels et perspectives d'amélioration

Mbayo Kabuya Norbert

Chef de travaux à l'Université de Kamina.

Date of submission 13 April, 2025; Date of Acceptance 12 June, 2025; Date of publication 16 June, 2025

Résumé

L'éducation et la formation jouent un rôle central dans la transformation socio-économique et agropastorale des communautés locales. Cette étude examine leur impact dans la ville de Kamina et ses environs, en mettant en évidence leur contribution à l'amélioration des conditions de vie et au développement des secteurs productifs. Dans un contexte où le développement économique repose largement sur les compétences et l'innovation, l'éducation apparaît comme un levier stratégique essentiel. Et l'objectif de cette recherche est d'analyser comment l'éducation et la formation influencent le développement socio-économique et agropastoral de Kamina. Plus précisément, elle vise à identifier les secteurs les plus affectés, les obstacles rencontrés et les opportunités qu'offre un système éducatif adapté aux besoins locaux.

L'étude repose sur un échantillon de 260 participants, incluant des acteurs du secteur éducatif, économique, agropastoral et de la santé. Cette diversité permet d'obtenir une vision globale des dynamiques de développement et des défis spécifiques à chaque secteur. Et la méthodologie adoptée combine une approche quantitative et qualitative, avec des enquêtes et des entretiens semi-directifs réalisés auprès des acteurs locaux. L'analyse statistique des données recueillies a permis d'identifier des tendances significatives et de valider les hypothèses de recherche.

Les résultats montrent que l'éducation et la formation sont des moteurs clés du développement, favorisant l'émergence d'initiatives locales et l'amélioration des performances économiques. Toutefois, des défis subsistent, notamment l'insuffisance des infrastructures, l'inadéquation des formations avec le marché du travail et le manque de financements. Ces conclusions ont des implications majeures en sciences de l'éducation et en développement local. Elles soulignent la nécessité de renforcer les formations professionnelles, d'adapter les curriculums aux besoins du marché et d'améliorer les infrastructures éducatives. Enfin, l'étude recommande des recherches complémentaires sur les effets des technologies éducatives et une meilleure collaboration entre les acteurs publics et privés pour maximiser l'impact de l'éducation sur le développement durable de Kamina.

Keywords: Éducation, Formation, Développement socio-économique, Transformation agropastorale, Kamina, Marché du travail

1.1. Contexte et justification de l'étude

Située dans la province du Haut-Lomami en République Démocratique du Congo (RDC), Kamina se présente comme un véritable carrefour stratégique doté d'atouts géographiques remarquables. En effet, la ville bénéficie d'une position privilégiée en tant que plaque tournante ferroviaire et aéroportuaire qui assure la liaison indispensable entre le riche bassin minier du Katanga et le reste du pays. Dotée d'une histoire marquée par une importance économique régionale, Kamina, qui compte aujourd'hui une population dynamique estimée à près de 300 000 habitants (Banque Mondiale, 2022), s'affirme comme un pivot majeur dans le système de transport et de logistique national.

Cette configuration unique permet de faciliter le transit des minerais précieux tels que le cuivre et le cobalt, extraits dans les régions environnantes, tout en soutenant l'acheminement des produits agricoles issus des terres fertiles vers des marchés tant nationaux qu'internationaux. Par ailleurs, cette connectivité régionale contribue à l'émergence d'un réseau commercial et culturel qui renforce la place de Kamina comme un centre d'échanges et d'opportunités économiques, attirant ainsi des investissements ponctuels et stimulant les dynamiques locales.

Cependant, malgré ce potentiel géographique et économique indéniable, Kamina se heurte à une réalité contrastée, marquée par des retards de développement persistants et des défis multiples qui freinent son essor. La ville, bien que jouant un rôle clé dans le transit et la connectivité régionale, demeure confrontée à des inégalités criantes en matière d'accès aux services de base tels que l'eau potable, l'électricité, les

infrastructures sanitaires et éducatives, ce qui affecte directement la qualité de vie de ses habitants.

De surcroît, la croissance économique y reste instable, caractérisée par une dépendance excessive aux secteurs minier et agricole et une diversification insuffisante des activités économiques. Ce manque de dynamisme économique, conjugué à une gestion souvent inadéquate des ressources publiques, se traduit par des investissements sporadiques dans les infrastructures modernes et une modernisation limitée des équipements essentiels. Ainsi, malgré une situation géographique favorable et une importance stratégique incontestable, le développement de Kamina peine à répondre aux aspirations de sa population et aux exigences d'une économie mondialisée.

Cette situation paradoxale trouve son origine dans un ensemble de freins structurels et socioculturels qui, combinés, entravent l'essor harmonieux de la ville. D'une part, les infrastructures vieillissantes et mal entretenues représentent un obstacle majeur : le réseau ferroviaire et routier, bien qu'essentiel pour la connectivité régionale, souffre d'un manque d'entretien et de modernisation, limitant ainsi l'efficacité des échanges commerciaux et le transport des biens. Le système éducatif, quant à lui, est souvent inadéquat aux réalités du marché du travail moderne, ne permettant pas à la jeunesse locale de développer des compétences en adéquation avec les besoins des secteurs en expansion. À cela s'ajoute une gouvernance locale fragile, caractérisée par des lacunes en matière de transparence, de coordination et de gestion des ressources, qui freinent la mise en œuvre de politiques de développement cohérentes et inclusives.

D'autre part, les freins d'ordre socioculturel viennent compliquer encore davantage la dynamique de

développement. Les tensions ethniques, héritées d'un passé marqué par des conflits et des divergences identitaires, continuent d'influencer les relations sociales et de créer un climat de méfiance au sein de la communauté. Les normes coutumières profondément enracinées, qui encadrent les comportements et les pratiques sociales, peuvent parfois apparaître comme des freins à l'innovation et à la modernisation, limitant la capacité des acteurs locaux à adopter de nouvelles approches en matière de développement.

Par ailleurs, les inégalités de genre, persistantes dans de nombreux domaines, empêchent une pleine intégration des femmes dans les sphères économiques et politiques, privant ainsi la société d'un potentiel humain considérable et réduisant les opportunités de développement équilibré et durable. Ensemble, ces facteurs interconnectés forment une toile complexe de défis qui expliquent en grande partie pourquoi, malgré ses atouts considérables, Kamina peine à réaliser son plein potentiel de développement et à offrir à sa population des conditions de vie améliorées et une croissance économique soutenue.

1.2. Problématique

Le réseau ferroviaire, hérité de l'époque coloniale, est aujourd'hui en grande partie hors service, avec des infrastructures qui se dégradent au fil des années faute d'entretien régulier. Selon l'Union Internationale des Chemins de Fer (UIC, 2022), seuls 15 % des voies ferrées congolaises sont fonctionnelles, limitant ainsi sévèrement la capacité d'exportation des ressources minières et des produits agricoles vers les marchés nationaux et internationaux. Ce déclin du réseau ferroviaire engendre des coûts logistiques élevés et accentue la dépendance à des modes de transport alternatifs, souvent moins efficaces et plus onéreux.

Parallèlement, le réseau routier présente également de graves lacunes : 90 % des routes ne sont pas asphaltées (PNUD, 2023), ce qui isole les zones rurales, en particulier pendant la saison des pluies lorsque l'état des chemins se détériore davantage. Cette situation compromet l'acheminement des biens et le quotidien des populations vivant dans ces régions isolées. En outre, l'accès aux services essentiels demeure très limité : seuls 18 % des ménages disposent d'une alimentation électrique régulière (Agence Internationale de l'Énergie, 2023), tandis que seulement 40 % de la population urbaine bénéficie d'un accès fiable à l'eau potable (UNICEF, 2022). Ces insuffisances entravent non seulement le développement économique mais aussi l'amélioration des conditions de vie de la population.

Sur le plan éducatif, bien que le taux de scolarisation primaire atteigne un niveau encourageant de 75 % (UNESCO, 2023), la qualité de l'enseignement laisse grandement à désirer. Les établissements scolaires manquent cruellement de matériel pédagogique moderne et d'enseignants formés, ce qui limite la capacité des élèves à acquérir des compétences adaptées aux exigences du marché du travail actuel. Ce déficit se traduit par un taux d'abandon scolaire particulièrement élevé, qui dépasse 40 % chez les filles, souvent contraintes de quitter l'école en raison de mariages précoces (UNFPA, 2022). Ce phénomène, en plus de réduire les perspectives d'avenir des jeunes filles, contribue à perpétuer des cycles de pauvreté et de sous-développement. Par ailleurs, les formations professionnelles, pourtant cruciales pour répondre aux besoins du marché, restent quasi inexistantes. Moins de 5 % des jeunes s'inscrivent dans des cursus techniques (BAD, 2023), ce qui empêche une adéquation entre la formation reçue et les compétences requises pour

dynamiser l'économie locale et diversifier les secteurs d'activité.

En matière de gouvernance, la République Démocratique du Congo se classe au 166^e rang mondial en matière de corruption (Transparency International, 2023). Cette position défavorable décourage les investissements, tant étrangers que nationaux, indispensables au développement des infrastructures et à la modernisation du pays. La corruption entrave le bon déroulement des projets de développement et nuit gravement à l'image de la RDC sur la scène internationale. Par exemple, un projet de réhabilitation de l'aéroport, financé par la Banque Mondiale en 2021, a connu un retard de trois ans en raison de détournements de fonds, comme l'a révélé la Cour des Comptes congolaise en 2023. De tels dysfonctionnements institutionnels freinent la mise en œuvre de politiques publiques efficaces et affectent directement la capacité du pays à améliorer ses infrastructures et à offrir de meilleurs services à sa population.

La diversité ethnique, symbolisée par la coexistence des groupes Luba, Hema et Songye, constitue à la fois une richesse culturelle et une source de tensions qui compliquent le développement. Ces groupes se livrent à des rivalités pour l'accès aux terres et aux postes administratifs, ce qui engendre des conflits récurrents. En 2022, des affrontements violents entre communautés Luba et Hema ont éclaté à Kamina, perturbant la vie sociale et économique de la région (International Crisis Group, 2023). Par ailleurs, 65 % des litiges fonciers en RDC opposent des communautés rurales à l'État ou à des investisseurs privés (FAO, 2022), bloquant ainsi de nombreux projets d'infrastructure essentiels pour le développement régional.

En outre, les inégalités de genre aggravent ces problèmes : bien que les femmes représentent environ 60 % de la main-d'œuvre agricole (ONU Femmes, 2023), elles ne dirigent que 8 % des entreprises formelles (BAD, 2023). Ainsi, les normes patriarcales, encore bien ancrées dans la société, limitent leur accès au crédit et à la propriété foncière, les maintenant ainsi dans une situation de marginalisation économique qui réduit leur capacité à contribuer pleinement au développement de la région. Ces défis interconnectés, allant des infrastructures défectueuses aux tensions ethniques et aux inégalités de genre, forment un ensemble complexe de freins qui entravent la modernisation et la prospérité de la RDC.

Questions de recherche :

- Quels sont les différents freins au développement de Kamina et ses environs identifiés par les acteurs locaux ?
- Quelles sont les contributions du secteur au développement du milieu de la ville de Kamina et ses environs ?
- Quelle exploitation des compétences des diplômés de l'ESU dans différents secteurs de développement de la ville de Kamina et ses environs ?

1.3. Objectifs de l'étude :

- Décrire et analyser les différents freins au développement de Kamina et ses environs identifiés par les acteurs locaux ;
- Estimer les contributions du secteur au développement du milieu de la ville de Kamina et ses environs ;
- Examiner l'exploitation des compétences des diplômés de l'ESU dans différents secteurs de

développement de la ville de Kamina et ses environs.

II. Méthodologie

2.1. Cadre de l'étude

Notre étude s'est déroulée à Kamina et dans ses environs, en se concentrant sur les secteurs de l'enseignement, de l'économie et de la santé. Le choix de ce terrain d'investigation repose sur l'importance stratégique, historique et socio-économique de Kamina, aujourd'hui capitale de la province du Haut-Lomami, ainsi que sur le potentiel de transformation des dynamiques locales malgré des obstacles hérités du passé.

Kamina fut créée en 1945 par un arrêté royal, fruit de la fusion des postes de Mato et de Kinda, et fut désignée, en 1949 par l'arrêté n°21/122 du gouvernement du Katanga, comme centre extra-coutumier. À l'époque, cette appellation visait à instaurer une ségrégation raciale entre Blancs et Noirs, système qui fut aboli avec l'indépendance de la République Démocratique du Congo. Ce contexte historique enrichit notre analyse en permettant de comprendre comment les héritages coloniaux continuent d'influencer les structures sociales et administratives actuelles.

Sur le plan géographique, Kamina a obtenu le statut de ville par le décret n°13/020 du 13 juin 2013 et s'étend sur 25 km², divisés en trois communes distinctes, chacune présentant des caractéristiques propres en termes d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Outre sa configuration administrative, la ville est le théâtre d'un dynamisme particulier : elle dispose d'un riche tissu culturel et d'initiatives entrepreneuriales

locales qui témoignent d'une volonté de surmonter les défis structurels.

Notre investigation se penchera également sur les initiatives communautaires, les projets d'infrastructures et les stratégies de gouvernance locale qui cherchent à moderniser Kamina. L'analyse portera sur la capacité des institutions à intégrer les enjeux environnementaux et la préservation du patrimoine, tout en répondant aux besoins d'une urbanisation rapide et aux attentes des citoyens. Ces multiples dimensions nous permettront de dégager des pistes concrètes pour stimuler un développement harmonieux et durable dans cette région en pleine mutation.

2.2. Population et échantillonnage

L'étude se concentre sur les diplômés des universités et instituts supérieurs de la ville de Kamina, qui travaillent dans diverses institutions publiques et privées. La population ciblée est constituée de diplômés de l'enseignement supérieur universitaire (ESU), considérés comme des atouts majeurs pour le développement de la province du Haut-Lomami. Nous avons priorisé les diplômés en activité, car le travail est essentiel pour le progrès communautaire. Cette population inclut hommes et femmes, à la fois licenciés et gradués.

Tableau 1. Secteurs et caractéristiques de la population d'étude

Secteur	Caractéristiques	Effectif	%
de l'enseignement	Diplômés écoles publiques et privées, communautés religieuses	704	59,3
économique	Professionnels travaillant dans des entreprises publiques et privées, organismes de sécurité sociale.	98	8,3
agropastoral	Travailleurs des fermes agricoles et des compagnies d'élevage, reflétant l'importance de l'agriculture dans la région.	89	7,5
de la santé	Professionnels de la santé dans les hôpitaux, polycliniques et autres établissements de santé.	152	12,8
Total		1187	100

D'après le tableau démographique, nous comptons au total 1.187 personnes réparties dans divers secteurs. Dans le secteur de l'enseignement, nous avons recensé 704 participants, les statistiques fluctuant selon les différentes appartenances religieuses et catégories d'établissements. En économie, nous dénombrons 98 thèmes, tandis que 89 sont attribués au domaine agropastoral. Aussi, le secteur de la santé rassemble 152 participants, incluant des spécialistes de la branche de la santé, des hôpitaux et des polycliniques.

Tableau 2. Caractéristiques de l'échantillon d'étude

Secteur	Effectif	%
Enseignement	65	25
Economie	65	25
Agropastoral	65	25
Santé	65	25
Total	260	100

Dans le cadre de la collecte de données, l'analyse des réponses de 260 participants a été réalisée, suivie d'appels à des entretiens, auxquels 20 individus ont consenti à se joindre. Sur ces personnes, 13 ont réellement participé aux entretiens, qui ont été enregistrés afin d'assurer une précision dans la consignation des notes. Même si certains n'apprécient pas cette méthode, elle aide à prévenir des coupures durant les échanges. Les profils individuels ont été identifiés en analysant les transcriptions et les notes prises lors des entretiens.

Précisons que nous avons utilisé une méthode d'échantillonnage stratifié, consistant à diviser la population en strates homogènes et exclusives, puis à choisir des échantillons indépendants au sein de chaque strate. Cette stratification offre la possibilité de décomposer la variance de la population en fonction de l'écart des valeurs Y_i entre les différents groupes (intergroupe) et à l'intérieur des groupes (intragroupe). Ainsi, si la variabilité des mesures est faible dans une même strate et il sera possible d'obtenir une estimation précise des estimateurs de cette strate.

Cette décomposition permet de déterminer une estimation fiable des paramètres dans la population source. Le choix des variables de stratification doit être le plus discriminant possible afin de permettre de minimiser la variabilité intra-groupe tout en maximisant la variabilité intergroupe. Pour cela elles doivent être corrélées avec les variables d'intérêt au risque d'aboutir dans le cas contraire à une efficacité statistique moindre par rapport à un échantillonnage aléatoire simple.

2.3. Outils de collecte des données

La méthode d'enquête, initialement conceptualisée par Ghiglione et Matalon (1998), s'appuie sur l'interrogation d'un échantillon restreint pour extrapoler des résultats à une population cible, une approche renforcée par les travaux récents de Fowler (2014) sur les défis de la représentativité statistique. Cette méthode intègre un paradoxe structurel, souligné par Dillman et al. (2014) : un cadre rigoureux visant à capturer des réponses spontanées, essentiel pour explorer des dimensions subjectives (opinions, attitudes, comportements). Comme le précise Lavarde (2008), elle mobilise des techniques diversifiées (questionnaires, entretiens), une flexibilité méthodologique aujourd'hui étendue aux outils numériques, selon Bryman (2016). Grawitz (1999) insiste sur sa dimension scientifique, réaffirmée par Creswell et Creswell (2018), qui y voient une démarche systématique pour décrire ou expliquer des phénomènes sociaux via une collecte standardisée.

Si l'enquête se décline en multiples formats (sondages politiques, études transversales), le questionnaire structuré reste central, notamment pour générer des données quantifiables, comme le souligne Tourangeau (2020) dans son analyse des biais de mesure. Cette démarche, alignée sur les préconisations de Flick (2018) pour les études qualitatives multisectorielles, a permis de recueillir des données vérifiables, illustrant l'efficacité de la méthode pour saisir des réalités complexes via un échantillon représentatif, une pertinence confirmée par les récents travaux de Bryman (2021) sur l'adaptabilité des enquêtes aux contextes socio-professionnels.

2.4. Techniques d'analyse et traitement des données

1. Analyses statistiques descriptives

Les analyses statistiques descriptives ont permis de résumer et de structurer les données collectées via des indicateurs clés comme les fréquences (f) et les pourcentages (%). Cette approche a été essentielle pour décrire les tendances centrales et la répartition des réponses dans des études catégorielles (p. ex., enquêtes sur des freins ou contributions au développement).

En effet, les fréquences absolues (f) ont quantifié le nombre de participants associés à une catégorie de réponse, tandis que les pourcentages (%) ont normalisé ces valeurs pour faciliter les comparaisons inter-catégories (Field, 2018). Et selon Bryman (2016), ces outils ont été indispensables pour identifier les priorités dans des données socio-économiques, comme classer les freins au développement (p. ex., manque d'infrastructures vs facteurs culturels). Trochim et al. (2015) ont signalé que la validité de cette méthode reposait sur la clarté des catégories prédéfinies et l'absence de biais d'interprétation lors du codage.

2. Analyse de contenu

L'analyse de contenu qualitative a visé à catégoriser les réponses ouvertes ou semi-structurées en thèmes récurrents, révélant des schémas sous-jacents dans les discours des participants.

Les thèmes étudiés dans l'analyse ont été notamment :

1. *Freins au développement de la ville de Kamina et ses environs*
 - Facteurs politiques, culturels et coutumiers
 - Manque d'infrastructures de base
 - Manque d'initiatives entrepreneuriales
 - Négligence du secteur agropastoral
 - Inadéquation entre formation et emploi
 - Manque d'investissements
 - Absence d'esprit coopératif
 - Insuffisance des structures d'insertion professionnelle
2. *Contributions des différents secteurs au développement de Kamina*
 - Sensibilisation au changement de mentalité
 - Amélioration de l'élevage et de l'agriculture
 - Promotion de la culture du travail
 - Bonne gestion des ressources
 - Mise en valeur des compétences locales
 - Formation à l'autonomie financière
 - Lutte contre les antivaleurs
 - Renforcement des infrastructures
 - Soutien aux initiatives de développement
3. *Exploitation des compétences des diplômés de l'ESU dans différents secteurs*
 - Non prise en compte des compétences
 - Critères d'engagement subjectifs
 - Compétences sous-exploitées
 - Engagement basé sur les affinités
 - Placement arbitraire des diplômés.

Krippendorff (2018) a défini cette méthode comme un processus systématique de codage visant à transformer des données textuelles en catégories interprétables (p. ex., "politique/coutume" ou "autoprise en charge"). Pour Braun et Clarke (2006), ont souligné l'importance de la thématization pour structurer des phénomènes complexes (p. ex., identifier les contributions sectorielles). Cette approche a combiné rigueur inductive (émergence des thèmes) et déductive (utilisation de cadres théoriques préexistants). Et Miles et Huberman (1994) ont ajouté que l'analyse de contenu a permis de dépasser les chiffres pour explorer les nuances contextuelles, comme les perceptions locales des freins au développement.

3. Analyses statistiques inductives : Test du Chi-carré

Le test du Chi carré (χ^2) a été une méthode inférentielle utilisée pour évaluer l'indépendance entre deux variables catégorielles (p. ex., secteur d'activité vs type de réponse). Agresti (2013) a expliqué que le χ^2 a comparé les fréquences observées aux fréquences attendues sous l'hypothèse nulle (H_0 : aucune association entre les variables). Une valeur calculée supérieure au χ^2 critique (à un seuil α , souvent 0,05) a invalidé H_0 . À cet effet,

Field (2018) a précisé que le degré de liberté (dl), calculé comme (lignes – 1) × (colonnes – 1), a influencé la valeur critique. Par exemple, un tableau 3×3 a eu dl = 4. Et Pallant (2020) a mis en garde contre les effectifs trop faibles (<5 par cellule), qui ont pu fausser le test, nécessitant parfois le recours au test exact de Fisher.

III. Résultats

Dans cette section, nous présentons les résultats de notre étude sur les freins au développement de la ville de Kamina et ses environs, les contributions sectorielles au développement et l'exploitation des compétences des diplômés de l'ESU. L'analyse des données recueillies permet d'identifier les principaux obstacles entravant le progrès économique et social, ainsi que les initiatives pouvant favoriser un développement durable.

Dans un premier temps, nous mettrons en évidence les facteurs limitant le développement, tels que le manque d'infrastructures, l'inadéquation entre formation et emploi ou encore la faible valorisation du secteur agropastoral. Ensuite, nous examinerons les contributions des différents secteurs d'activité en mettant l'accent sur des actions comme la sensibilisation au changement de mentalité, l'amélioration de l'agriculture et la formation à l'autonomie financière. Enfin, nous analyserons l'exploitation des compétences des diplômés de l'ESU, en identifiant les dysfonctionnements liés à leur intégration dans le marché du travail. Cette présentation vise ainsi à offrir une lecture synthétique des dynamiques en place et à éclairer les pistes d'amélioration pour une meilleure structuration du développement local.

3.1. Description de quelques freins au développement de la ville de Kamina et ses environs

Tableau 3. Frein au développement de la ville de Kamina et ses environs.

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Politique, coutume et culture	30	11,53	10	3,84	10	3,84	7	2,69	57	21,92
Manque d'infrastructures de base	18	6,92	22	8,46	19	7,30	11	4,23	70	26,92
Manque d'initiatives entrepreneuriales	0	0	5	1,92	5	1,92	10	3,84	20	7,69
Négligence de l'agropastoral	6	2,3	2	0,72	5	1,92	7	2,69	20	7,69
Inadéquation formation emploi	0	0	10	3,84	6	2,3	10	3,84	26	10
Le non investissement	2	0,72	7	2,69	7	2,69	7	2,69	23	8,84
Manque d'esprit de créer des coopératives	3	1,53	2	0,76	4	1,53	5	1,92	14	5,38
Manque des structures capables de résorber les diplômés	3	1,53	2	0,72	5	1,92	6	2,3	16	6,15
Autres réponses	3	1,53	5	1,92	4	1,53	2	0,72	14	5,38
Total	65		65		65		65		269	

Les résultats contenus dans le tableau N°3 relatif au facteur de frein au développement, stipulent que 70 participants soit 26,92 % disent que le manque d'infrastructures de base est un des facteurs qui freinent l'entité, 57 participants soit 21,92%, parlent de politique, coutume et culture, 26 participants soit 10 % stipulent que

l'inadéquation Formation-emploi constituent un facteur de non développement, 23 participants soit 8,84 % parlent de non épargne, 20 participants soit 7,79% insistent sur la négligence de l'agropastoral et manque d'initiatives entrepreneuriales. 20 participants soit 7,69 %, 16 participants soit 6,15 % parlent de manque de structures capables de résorber les diplômés. 14 participants soit 5,38% stipulent que le manque d'esprit de coopérative, et 14 autres nous donnent autres réponses.

Concernant le manque d'infrastructures de base, le secteur d'économie a 22 participants soit 8,46%, le secteur agropastoral 19 participants soit 7,30 %, le secteur de l'enseignement 18 participants soit 6,92% et le secteur de la santé 11 participants soit 4,23 %.

Pour le politique coutume et culture, le secteur d'enseignement a 30 participants soit 11,53 %, les secteurs d'économie et agropastoral ont respectivement 10 participants soit 3,84% chacun et le secteur de la santé 7 participants soit 2,69%.

Concernant l'inadéquation formation-emploi, les secteurs de la santé et de l'économie ont 10 participants soit 3,84% chacun, et le secteur agropastoral 6 participants soit 2,3 %.

Quant au non investissement, les trois secteurs, de la santé, économie et agropastoral ont chacun 7 participants soit 2,69 %, et le secteur de l'enseignement 2 participants soit 0,72%. Le chi carré calculé de 113,9 et supérieur au chi carré de la table de 15,51 au seuil de signification de 0,05 avec le degré de liberté égale 8. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les réponses fournies par les participants. Donc, il y a différence significative.

3.2. Contributions du secteur au développement du milieu de la ville de Kamina et ses environs

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Sensibiliser au changement de mentalité	5	1,92	11	4,23	0	0	12	4,61	28	10,76
Améliorer l'élevage et l'agriculture	7	2,69	0	0	17	6,53	0	0	24	9,23
Prôner l'amour du travail	9	3,46	10	3,84	0	0	14	5,38	33	12,69
Gérer bien les ressources	0	0	17	6,53	7	2,69	0	0	24	9,23
Mettre les compétences au profit de l'entité	4	1,53	0	0	17	6,53	20	7,69	41	15,76
Former à l'autoprise en charge	24	9,23	6	2,30	15	5,76	0	0	45	17,30
Lutter contre les antivaleurs	7	2,69	5	1,92	0	0	4	1,53	16	6,15
Equiper les structures	9	3,46	0	0	0	0	15	5,76	24	9,23
Appuyer les initiatives de développement	0	0	16	6,15	9	3,46	0	0	25	9,61
Total	65		65		65		65		260	

Tableau 4. Contribution au développement de la ville de Kamina et ses environs à partir de son secteur

Les résultats contenus dans le tableau N°4 relatif à la contribution au développement à partir de son secteur révèlent dans l'ensemble que 45 participants soit 17,30 % contribuent au développement en formant à l'autoprise en charge, 41 participants soit 15,76 % mettent les compétences au profit de l'entité, 33 participants soit 12,69 % prônent l'amour du travail, 28 participants soit 10,76 % qui stipulent sensibiliser au changement de mentalité, 25 participants soit 9,61% affirment appuyer les initiatives de développement, 24 participants soit 9,23% insistent équiper les structures, 24 autres participant soit 9,23% pensent améliorer l'élevage et l'agriculture et 24 autres participant soit 9,23 % stipulent de bien gérer les ressources, et 16 participants soit 6,15 % disent lutter contre les antivaleurs.

Concernant la formation à l'autoprise en charge, le secteur d'enseignement a 24 participants soit 9,23 %, du secteur agropastoral avec 15 participants soit 5,76 % et l'économie 6 participants soit 2,3 %.

Quant au fait de mettre les compétences au profit de l'entité, le secteur de la santé a 20 participants soit 7,69 %, du secteur agropastoral 17 participants soit 6,53 % et le secteur d'enseignement 4 participants soit 1,53%. Et pour ce qui prônent l'amour du travail, c'est la santé en tête avec 14 participants soit 5,38% suivi de l'économie avec 10 participants soit 3,84 % et le secteur d'enseignement avec 9 participants soit 3,46 %.

Au sujet de l'appui aux initiatives de développement, le secteur de l'économie a 16 participants soit 6,15 %, et le secteur agropastoral 9 participants soit 3,46%. Pour l'amélioration de l'élevage et l'agriculture, le secteur agropastoral a 17 participants soit 6,53 %, et le secteur d'enseignement 7 participants soit 2,69 %. Et quant à la bonne gestion des ressources, secteur l'économie a 17 participants soit 6,23 % et le secteur l'agro pastorale a 7 participants soit 2,69%. Pour l'équipement des structures, le secteur de la santé a 15 participants soit 5,76 % et le secteur d'enseignement 9 participants soit 3,46%.

Concernant la lutte contre les antivaleurs, le secteur d'enseignement a 7 participants soit 2,69 %, le secteur de l'économie 5 participants soit 1,92 % et le secteur de santé 4 participants soit 1,53 %. Le chi carré calculé de 23,39 est supérieur au chi carré de la table des 15,51 au seuil de signification de 0,05 avec un degré de liberté égal 8. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les réponses fournies par les participants, Donc il y a différence significative.

3.3. Exploitation des compétences des diplômés de l'ESU dans différents secteurs de développement

Tableau 5. Exploitation des compétences des diplômés de l'ESU dans différents secteurs de développement.

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Compétence non prise en compte	11	4,23	17	6,55	14	5,38	10	3,84	52	20
Critères d'engagement subjectifs	9	3,46	8	3,07	14	5,38	17	6,53	48	18,46
Compétences non exploitées	17	6,53	16	6,15	11	4,23	10	3,84	54	20,76
Engagement par affinités	10	3,84	13	5	12	4,61	12	4,61	47	18,07
Placement arbitraire	18	6,92	11	4,23	14	5,38	16	6,15	59	22,69
Total	65		65		65		65		260	

Les résultats contenus dans le tableau N°5 relatif à l'exploitation des diplômés de l'ESU dans différents secteurs de développement stipulent globalement que 59 participants soit 22,69 % disent que les compétences connaissent un placement arbitraire, 52 participants soit 20 % abondent dans le même sens selon lequel les compétences connaissent un placement arbitraire, 54 participants soit 20,76 % témoignent que les compétences ne sont pas exploitées, 48 participants soit 18,46 % affirment que les critères d'engagement sont subjectifs et 47 participants soit 18,07 % disent que l'engagement se fait par affinité.

Concernant le placement arbitraire nous avons le secteur d'enseignement qui a 18 participants soit 6,92 % le secteur de la santé 16 participants soit 6,15%, le secteur agropastoral 14 participants soit 3,38% et secteur de l'économie 11 participants soit 4,23 %. Et pour la compétence non exploitée c'est encore l'enseignement en tête avec 17 participants soit 6,53 % suivi du secteur de l'économie avec 16 participants soit 6,15 %, du secteur agropastoral avec 11 participants soit 4,23 % et du secteur de la santé 10 participants soit 3,83%.

Quant aux compétences non prises en compte c'est le secteur d'économie qui a 17 participants soit 6,53 % suivi du secteur agropastoral 14 participants soit 5,38%, du secteur de l'enseignement avec 11 participants soit 4,23 % et du secteur de la santé 10 participants soit 3,84%. S'agissant du critère d'engagement subjectif, c'est le secteur de la santé qui a 17 participants soit 6,53 %, le secteur agropastoral 14 participants soit 5,38%, le secteur de l'enseignement 9 participants soit 3,46% et le secteur de l'économie 8 participants soit 3,07 %.

Pour l'engagement par affinité, c'est le secteur de l'économie qui a 13 participants soit 5 % le secteur agropastoral et santé avec chacun 12 participants soit 4,61 % et le secteur de l'enseignement 10 participants soit 3,84 %. Le chi carré calculé de 1,79 est inférieur au chi carré de la table de 9,49 au seuil de signification de 0,05 avec un degré de liberté égale 4. Nous acceptons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les réponses fournies par les participants concernant l'exploitation des compétences dans différents secteurs de développement. Donc, il n'y a pas de différence significative.

IV. Discussion

Le développement durable et inclusif des territoires repose sur la capacité des acteurs locaux à surmonter des obstacles tant structurels que socioculturels. Les données présentées mettent en exergue la multiplicité des freins affectant divers secteurs, notamment l'agropastoral, l'économie, la santé et l'enseignement. Dans cette analyse, nous examinerons successivement le manque d'infrastructures de base, les dynamiques institutionnelles liées aux pratiques politiques et culturelles, ainsi que l'inadéquation entre formation et emploi. Par la suite, nous aborderons les contributions potentielles des différents secteurs, pour enfin proposer des pistes d'amélioration visant à harmoniser les dimensions structurelles et sociales.

1. Freins structurels et socioculturels au développement

Les données issues du Tableau 3 indiquent que 26,92 % des participants pointent le manque d'infrastructures comme le principal frein au développement. Ce constat est particulièrement préoccupant pour les secteurs économiques (8,46

%) et agropastoraux (7,30 %), qui dépendent fortement d'infrastructures adéquates pour assurer la productivité et favoriser les échanges commerciaux. L'absence de routes, de systèmes d'irrigation performants, de centres de santé modernes, ou encore d'établissements éducatifs de qualité limite non seulement l'accès aux marchés, mais aussi aux soins et à l'éducation.

Ce déficit d'infrastructures se traduit par une diminution de la compétitivité des producteurs locaux et par des retards dans la distribution des produits agricoles. Par exemple, dans des contextes analogues à ceux du Congo voisin, l'insuffisance des réseaux routiers a été corrélée à une baisse de 30 % des revenus agricoles (Ngombe et al., 2018). En outre, des études de la Banque Mondiale (2020) ont démontré que dans de nombreuses villes africaines, les lacunes en matière d'infrastructures entravent non seulement la croissance économique, mais aussi la capacité des populations à accéder à des services de base indispensables à une vie digne et autonome.

L'absence de telles infrastructures constitue un frein non seulement sur le plan économique, mais également sur le plan social. En effet, lorsque les populations n'ont pas accès à des infrastructures de santé et d'éducation, les inégalités se creusent et le développement social s'en trouve compromis. Dans ce contexte, l'investissement public-privé dans les infrastructures critiques apparaît comme une solution indispensable pour relancer la dynamique de développement, notamment dans des zones rurales et périurbaines où la marginalisation est la plus prégnante.

Les dynamiques politiques et culturelles représentent également un frein majeur, 21,92 % des répondants attribuant les retards de développement à ces facteurs. Dans le secteur de

l'enseignement, par exemple, 11,53 % des participants soulignent que des pratiques traditionnelles rigides limitent l'accès aux ressources et aux postes décisionnels. Ces pratiques, souvent héritées de structures de pouvoir traditionnelles et parfois marquées par le favoritisme ou le népotisme, empêchent l'adoption de modèles de gestion modernes et freinent l'innovation.

Les travaux d'Acemoglu et Robinson (2012) sur les « institutions extractives » illustrent comment des structures de pouvoir ancrées dans des pratiques coutumières peuvent étouffer la croissance en concentrant les ressources et le pouvoir entre les mains d'une minorité. À Kamina, par exemple, la centralisation des décisions et la résistance aux réformes institutionnelles peuvent conduire à une exclusion systématique des jeunes talents et à une sous-exploitation du capital humain. Cette situation est aggravée par le manque d'initiatives entrepreneuriales, évoqué par seulement 7,69 % des répondants, et par une tendance à privilégier des critères d'engagement subjectifs qui ne valorisent pas les compétences réelles des individus.

La persistance de telles pratiques institutionnelles contribue non seulement à un gaspillage de ressources humaines, mais aussi à une démotivation des acteurs économiques et éducatifs. Pour répondre à ce défi, une réforme en profondeur des institutions locales est nécessaire, avec une plus grande inclusion des jeunes, des femmes et des minorités dans les processus décisionnels, afin de dynamiser l'innovation et favoriser une gouvernance plus transparente et participative.

Le troisième frein majeur identifié concerne l'écart entre les compétences acquises lors des formations et les besoins réels du marché de l'emploi. Environ 10 % des réponses font état de ce décalage, avec

des critiques particulièrement virulentes venant du secteur de la santé (3,84 %) et de l'économie (3,84 %). Cette inadéquation est symptomatique d'un problème systémique dans la conception des programmes éducatifs, qui restent souvent théoriques et déconnectés des réalités professionnelles.

Les rapports de l'UNESCO (2021) soulignent que dans l'Afrique subsaharienne, seuls 15 % des programmes éducatifs intègrent des modules pratiques répondant aux besoins des secteurs porteurs. À Kamina, cette déconnexion se traduit par un taux de chômage élevé parmi les diplômés de l'ESU, exacerbé par des placements arbitraires (22,69 % selon le Tableau 5). Le manque de stages pratiques, de partenariats avec les entreprises locales et de programmes de formation continue contribue à maintenir cet écart, limitant ainsi l'employabilité des jeunes et freinant l'innovation dans divers secteurs économiques.

Il apparaît donc impératif de repenser les curricula pour y intégrer une approche pragmatique et orientée vers les besoins concrets du marché du travail. Cette adaptation permettrait de réduire le chômage des jeunes diplômés et de mieux préparer les futurs professionnels aux exigences des secteurs en pleine mutation.

2. Contributions sectorielles : entre autonomie et limites

Dans le contexte de ces défis, la formation à l'autoprise en charge se présente comme une stratégie essentielle pour renforcer l'autonomie des individus. En effet, 17,30 % des participants mettent en avant la nécessité d'une formation axée sur l'entrepreneuriat et la gestion de projets. Ce modèle éducatif, qui vise à encourager l'initiative personnelle et collective, trouve un écho favorable

dans les stratégies d'autonomisation des jeunes mises en œuvre par la Banque Africaine de Développement (2019).

Cependant, l'efficacité de cette approche reste conditionnée par la présence d'un écosystème favorable, comprenant notamment des infrastructures d'accompagnement telles que des incubateurs d'entreprises, des dispositifs de crédit et un mentorat solide. Des études menées par Evans et al. (2020) dans le contexte malawite démontrent que la formation à l'autonomie, sans ces supports complémentaires, peine à produire les résultats escomptés. Ainsi, pour que l'initiative entrepreneuriale puisse véritablement contribuer au développement économique, il est crucial d'instaurer des partenariats entre les institutions éducatives et les acteurs économiques locaux, permettant ainsi une synergie entre théorie et pratique.

Le deuxième axe de contribution concerne la mobilisation et la valorisation des compétences locales. Bien que 15,76 % des acteurs souhaitent voir davantage leurs compétences reconnues et exploitées, le Tableau 5 révèle une réalité contrastée : 20,76 % des diplômés estiment que leurs compétences restent ignorées. Ce paradoxe s'explique notamment par des critères d'engagement souvent subjectifs (18,46 %) et par des placements arbitraires, qui peuvent être influencés par des affinités politiques (18,07 %).

Ce phénomène, également observé dans d'autres contextes africains comme au Sénégal (Ndiaye, 2022), témoigne d'un gaspillage important de capital humain. Dans un environnement où les compétences locales ne sont pas correctement valorisées, l'innovation et la compétitivité des entreprises locales en pâtissent. Pour remédier à cette situation, il est impératif de mettre en place

des dispositifs de médiation et de coordination entre l'ESU et le marché du travail, afin d'assurer une adéquation entre les compétences des diplômés et les besoins des employeurs. Par ailleurs, la mise en place de systèmes d'évaluation objectifs et transparents contribuerait à une meilleure reconnaissance des talents locaux et à une allocation plus efficace des ressources humaines.

3. Perspectives d'amélioration : intégrer les dimensions structurelles et sociales

Pour lever les freins structurels identifiés, il est nécessaire de renforcer les infrastructures critiques. Un investissement accru dans des secteurs stratégiques tels que les routes, l'énergie et les réseaux de communication est indispensable pour améliorer l'accès aux services de base et stimuler l'activité économique. Des partenariats public-privé, inspirés par des modèles réussis dans d'autres pays, pourraient être envisagés. Par exemple, au Burkina Faso, de telles initiatives ont permis d'accroître l'accès à l'eau potable de 40 % (Kaboré, 2021).

En parallèle, une réforme des institutions locales doit être entreprise afin d'intégrer davantage les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés dans le processus décisionnel. L'élargissement de la participation citoyenne contribuerait à une meilleure redistribution des ressources et à la mise en place de politiques publiques plus inclusives. La mise en œuvre de structures consultatives et de conseils locaux, regroupant divers acteurs de la société civile, pourrait ainsi constituer un levier important pour transformer les dynamiques institutionnelles et favoriser une gouvernance plus transparente.

Face à l'écart entre les compétences acquises lors de la formation et les besoins du marché, il apparaît

essentiel d'adapter les curricula aux secteurs porteurs. L'ESU, par exemple, devrait repenser ses programmes en collaboration avec les entreprises locales et les acteurs économiques régionaux, afin d'intégrer des modules pratiques et des stages en milieu professionnel. L'expérience des « écoles-entreprises » mises en œuvre au Rwanda (MINEDUC, 2020) offre un modèle probant de cette approche, permettant aux étudiants de se familiariser dès leur formation avec les réalités du terrain.

La création d'un observatoire local de l'emploi constituerait également un outil précieux pour anticiper les besoins en compétences et ajuster en temps réel l'offre de formation. Ce dispositif permettrait d'établir des statistiques précises sur le marché du travail, d'identifier les secteurs en croissance et d'adapter les politiques éducatives en conséquence. Une telle initiative favoriserait non seulement l'employabilité des diplômés, mais renforcerait également la compétitivité globale de l'économie locale en assurant une meilleure adéquation entre formation et emploi.

Enfin, la promotion de l'entrepreneuriat collaboratif constitue une piste prometteuse pour dynamiser l'économie locale, notamment dans un contexte où les initiatives individuelles demeurent limitées (seulement 7,69 % des réponses évoquent une initiative entrepreneuriale autonome). La formation de coopératives agropastorales et la mise en place de pôles d'innovation sectoriels pourraient encourager une économie solidaire et renforcer la résilience des acteurs économiques.

Des programmes de microcrédit, associés à un système de mentorat assuré par des diplômés expérimentés de l'ESU, permettraient de lever des obstacles financiers et de soutenir les jeunes entrepreneurs. En s'inspirant des succès observés en

Ouganda (UNDP, 2021), où ces initiatives ont conduit à une diversification des activités économiques et à une amélioration significative des conditions de vie, les décideurs locaux pourraient mettre en œuvre des mesures concrètes pour favoriser l'émergence d'un tissu économique innovant et inclusif. Cette approche collaborative, en encourageant le partage des ressources et des savoir-faire, permettrait également de pallier les carences des structures formelles en offrant un environnement propice à l'expérimentation et à la créativité.

Selon le Fonds National REDD+ (2019), le succès d'un programme dépend de l'implication d'acteurs déjà investis dans le développement des filières locales. Pour le développement de Kamina, un tel programme visera à renforcer les capacités des producteurs, des organisations agricoles, des opérateurs privés et des autorités locales. Les actions s'appuieront sur des référentiels nationaux éprouvés en agroécologie et agroforesterie. L'approche sera ainsi pragmatique et innovante, centrée sur l'obtention des résultats attendus et la pérennisation des modèles. Dès son démarrage, des conditions favorables à l'échelle du programme seront mises en place. De ce fait, la faisabilité repose sur la qualité des acteurs impliqués, renforcée par des diagnostics initialement réalisés. Il s'agira aussi de valoriser les ressources humaines locales pour garantir la durabilité et l'efficacité du programme.

L'analyse des freins au développement à Kamina révèle un ensemble complexe d'obstacles structurels et socioculturels. Le manque d'infrastructures de base compromet la productivité et l'accès aux services essentiels, tandis que des pratiques institutionnelles héritées de traditions rigides freinent l'innovation et la participation citoyenne. Par ailleurs, l'inadéquation entre

formation et emploi accentue le chômage des jeunes diplômés, limitant ainsi le potentiel de développement des secteurs clés tels que l'agropastoralisme, la santé et l'économie.

Pour surmonter ces défis, plusieurs pistes d'amélioration se dégagent :

- *Investir dans les infrastructures* grâce à des partenariats public-privé, en s'inspirant d'expériences réussies dans d'autres pays africains.
- *Réformer les institutions locales* afin de promouvoir une gouvernance inclusive, intégrant jeunes, femmes et autres groupes marginalisés.
- *Adapter les curricula éducatifs* aux besoins du marché, notamment via la mise en place d'observatoires de l'emploi et de partenariats avec les entreprises locales.
- *Encourager l'entrepreneuriat collaboratif* en soutenant la création de coopératives et en offrant des dispositifs de microcrédit et de mentorat.

Ces initiatives, en agissant de concert, pourraient contribuer à lever les obstacles identifiés et à instaurer un cercle vertueux de développement inclusif et durable. La prise en compte simultanée des dimensions structurelles et sociales s'impose comme une condition sine qua non pour transformer les potentiels inexploités en leviers de croissance et de progrès. En mobilisant l'ensemble des acteurs – institutions publiques, secteur privé, société civile et acteurs éducatifs – Kamina pourrait ainsi amorcer une transition vers un développement plus harmonieux, résilient et porteur d'avenir pour l'ensemble de sa population.

En bref, la dynamique de développement ne peut être relancée que par une vision intégrée et

partenariale, où chaque acteur trouve sa place et contribue à l'édification d'un système socio-économique moderne et inclusif. Les freins identifiés, qu'ils soient d'ordre infrastructurel, institutionnel ou éducatif, représentent certes des défis de taille, mais ils offrent également l'opportunité d'innover et de repenser les modèles de développement traditionnels au profit d'une société plus équitable et performante.

V. Conclusion

La présente analyse a permis de dégager plusieurs constats majeurs concernant le développement de Kamina et ses environs. D'une part, les freins structurels – tels que le manque d'infrastructures de base, l'inadéquation entre la formation et les exigences du marché de l'emploi, et l'absence d'initiatives entrepreneuriales – freinent la croissance économique et limitent l'accès aux services essentiels dans divers secteurs. D'autre part, les freins d'ordre institutionnel et socioculturel, marqués par des pratiques traditionnelles rigides, une gouvernance locale déficiente et des inégalités de genre, entravent la modernisation et l'intégration des jeunes talents dans le tissu économique régional.

Ces résultats comportent des implications à la fois pratiques et théoriques. Sur le plan pratique, ils suggèrent que l'élaboration de politiques publiques doit impérativement intégrer des réformes structurelles, notamment par le biais de partenariats public-privé pour moderniser les infrastructures et une révision des curricula éducatifs pour mieux répondre aux besoins du marché. Théoriquement, ces constats renforcent les travaux d'Acemoglu et Robinson (2012) sur l'impact des institutions sur le développement, tout en soulignant l'importance de la dynamique locale dans la valorisation du capital humain.

Face à ces constats, il apparaît crucial d'agir rapidement. Une feuille de route pour améliorer le développement de Kamina pourrait s'articuler autour des axes suivants :

- Investissement et modernisation des infrastructures : Développer des partenariats public-privé pour réhabiliter et étendre le réseau routier et ferroviaire, ainsi que pour améliorer l'accès aux services de base (énergie, eau, santé).
- Réforme institutionnelle et gouvernance participative : Mettre en place des mécanismes de transparence et d'inclusion pour intégrer davantage les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés dans les processus décisionnels.
- Adaptation des politiques éducatives : Repenser les programmes de formation en étroite collaboration avec les acteurs économiques locaux afin d'assurer une adéquation entre les compétences acquises et les besoins du marché.
- Promotion de l'entrepreneuriat et de la valorisation des compétences locales : Encourager la création de coopératives et de dispositifs de mentorat, et instaurer des critères d'évaluation objectifs pour favoriser une meilleure intégration des diplômés sur le marché de l'emploi.

En mobilisant l'ensemble des acteurs – institutions publiques, secteur privé, société civile et établissements éducatifs – Kamina pourra amorcer une transition vers un développement inclusif, durable et porteur d'avenir.

Références

- Acemoglu, D., & Robinson, J. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. Crown Business.
- Agence Internationale de l'Énergie. (2023). *Accès à l'électricité en République Démocratique du Congo*.
- Agresti, A. (2013). *Categorical Data Analysis*. Wiley.
- Banque Africaine de Développement (2023). *Rapport sur l'emploi et l'éducation technique en Afrique*.
- Banque Africaine de Développement. (2019). *Stratégies d'autonomisation des jeunes et promotion de l'entrepreneuriat en Afrique*. Abidjan.
- Banque Mondiale. (2020). *Rapport sur le développement en Afrique : Défis et perspectives des infrastructures*. Washington, DC.
- Banque Mondiale. (2022). *Dynamique démographique et développement en RDC*.
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77–101.
- Evans, D. K., Holtemeyer, B., & Kosec, K. (2020). *Entrepreneurship Training and Business Outcomes in Malawi*. *Journal of Development Economics*, 143, 102402.
- FAO. (2022). *Conflits fonciers et gestion des terres en République Démocratique du Congo*.
- Field, A. (2018). *Discovering Statistics Using IBM SPSS Statistics*. Sage.
- Fonds National Redd+ (2019). *Vers une mobilisation de la finance climat pour le développement durable de la RDC : Document de programme du Fonds National REDD+ Fonds National REDD+ de la RDC*.
- International Crisis Group. (2023). *Conflits interethniques en République Démocratique du Congo*.
- Kaboré, A. (2021). *L'impact des partenariats public-privé sur l'accès à l'eau potable au Burkina Faso*. *Revue Africaine de l'Economie*, 18(2), 45-61.
- Krippendorff, K. (2018). *Content Analysis: An Introduction to Its Methodology*. Sage.
- Miles, M. B., & Huberman, A. M. (1994). *Qualitative Data Analysis: An Expanded Sourcebook*. Sage.
- Mineduc. (2020). *Écoles-entreprises et formation professionnelle au Rwanda : Stratégies et impacts*. Ministère de l'Éducation du Rwanda.
- Ndiaye, A. (2022). *Reconnaissance des compétences locales et développement économique au Sénégal*. Dakar : Presses Universitaires Africaines.
- Ngombe, T., Kalala, B., & Mbuyi, J. (2018). *Infrastructure et performance agricole en Afrique centrale : Une analyse comparative*. *Revue Congolaise d'Économie*, 15(3), 78-102.
- Onu Femmes. (2023). *Rapport sur les inégalités de genre en République Démocratique du Congo*.
- Pnud (2023). *État des infrastructures routières en République Démocratique du Congo*.
- Transparency International. (2023). *Indice de perception de la corruption en République Démocratique du Congo*.
- Undp (2021). *Fostering Entrepreneurship and Economic Growth in Uganda: Lessons from*

Microcredit Programs. United Nations Development Programme.

Unesco (2021). *L'éducation en Afrique subsaharienne : Défis et recommandations pour une meilleure adéquation avec le marché du travail.* Paris : Éditions UNESCO.

Unesco (2023). *Taux de scolarisation et défis éducatifs en République Démocratique du Congo.*

Unfpa. (2022). *Mariages précoces et abandon scolaire des filles en République Démocratique du Congo.*

Unicef. (2022). *Accès à l'eau potable en milieu urbain en République Démocratique du Congo.*

Union Internationale des Chemins de Fer (UIC). (2022). *État du réseau ferroviaire en République Démocratique du Congo.*